

CABINET

Arrêté n° 16 194 /MASAH/CAB-
portant attributions et organisation du centre national de réadaptation
professionnelle des personnes handicapées

LA MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE L'ACTION
HUMANITAIRE,

Vu la Constitution ;
Vu la loi organique n° 36-2017 du 3 octobre 2017 relative aux lois de finances ;
Vu la loi n° 009/92 du 22 avril 1992 portant statut, protection et promotion de la
personne handicapée ;
Vu la loi n° 4-2014 du 14 février 2014 autorisant la ratification de la convention relative
aux droits des personnes handicapées ainsi que le protocole facultatif se rapportant à
cette convention ;
Vu le décret n° 2009-171 du 18 juin 2009 portant approbation du plan d'action national
pour les personnes handicapées ;
Vu le décret n° 2010-604 du 21 septembre 2010 portant organisation du ministère des
affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité ;
Vu le décret n° 2010-606 du 21 septembre 2010 portant attributions et organisation de
la direction générale des affaires sociales ;
Vu le décret n° 2014-29 du 14 février 2014 portant ratification de la convention relative
aux droits des personnes handicapées ainsi que le protocole facultatif se rapportant à
cette convention ;
Vu le décret n° 2017-373 du 22 août 2017 portant nomination des membres du
Gouvernement ;
Vu le décret n° 2017-413 du 10 octobre 2017 relatif aux attributions du ministre des
affaires sociales et de l'action humanitaire ;
Vu l'arrêté n° 362/SEMEPCDSCPH/DGR du 04 mars 1994 portant création du centre
national de réadaptation professionnelle des personnes handicapées.

ARRETE :

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article premier : Le présent arrêté fixe les attributions et l'organisation du centre
national de réadaptation professionnelle des personnes handicapées, créé par l'arrêté
n° 362/SEMEPCDSCPH/DGR du 04 mars 1994 susvisé.

Article 2 : Le centre national de réadaptation professionnelle des personnes handicapées est une institution publique spécialisée placée sous l'autorité de la direction générale des affaires sociales.

TITRE II : DES ATTRIBUTIONS

Article 3 : Le centre national de réadaptation professionnelle des personnes handicapées assure la réadaptation professionnelle des personnes handicapées.

A ce titre, il est chargé, notamment, de :

- assurer la formation professionnelle des personnes vivant avec handicap ;
- assurer l'aide à l'insertion socio professionnelle ;
- assurer l'accompagnement des apprenants ;
- initier des actions de partenariat en matière de réadaptation professionnelle ainsi que la formation du personnel.

TITRE III : DE L'ORGANISATION

Article 4 : Le centre national de réadaptation professionnelle des personnes handicapées comprend les organes ci-après :

- le conseil d'établissement ;
- la direction du centre ;
- la commission d'admission.

Chapitre 1 : Du conseil d'établissement

Article 5 : Le conseil d'établissement est un organe d'orientation et de décision du centre national de réadaptation professionnelle des personnes handicapées.

A ce titre, il est chargé, notamment, de :

- veiller à l'exécution de la politique du ministère en charge des affaires sociales en matière de réadaptation professionnelle des personnes vivant avec handicap ;
- examiner et adopter les rapports d'activités et les rapports financiers ;
- examiner et adopter le plan d'action ;
- approuver le règlement intérieur ;
- se prononcer sur toutes les questions relatives au fonctionnement du centre.

Article 6 : Le conseil d'établissement est composé ainsi qu'il suit :

président : le directeur général des affaires sociales ;

secrétaire : le directeur du centre national de réadaptation professionnelle des personnes handicapées ;

membres :

- le directeur administratif et financier à la direction générale des affaires sociales ;
- le directeur de la réadaptation à la direction générale des affaires sociales ;
- le directeur de l'insertion socio-économique à la direction générale des affaires sociales ;
- le directeur départemental des affaires sociales ;
- le représentant du directeur général de l'agence congolaise pour l'emploi ;
- le représentant du directeur général de l'alphabétisation ;
- le représentant du directeur général de la santé ;
- le représentant du directeur général du fonds national d'appui à l'employabilité et à l'apprentissage ;
- deux représentants des associations des personnes handicapées ;
- deux représentants des syndicats patronaux ;
- un représentant de la chambre de commerce et de l'artisanat.

Chapitre 2 : De la direction du centre national de réadaptation professionnelle des personnes handicapées

Article 7 : Le centre national de réadaptation professionnelle des personnes handicapées est dirigé et animé par un directeur qui a rang de chef de service.

Il est chargé, notamment, de :

- appliquer la politique du ministère en charge des affaires sociales en matière de réadaptation professionnelle des personnes vivant avec handicap ;
- organiser, coordonner, superviser et évaluer les activités ;
- élaborer le plan d'action du centre ;
- initier les actions de formation des personnels ;
- préparer les sessions du conseil d'établissement ;
- préparer et coordonner les sessions de la commission d'admission ;
- collaborer avec les partenaires ;
- faire appliquer le règlement intérieur.

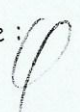
Article 8 : La direction du centre national de réadaptation professionnelle des personnes handicapées, outre le secrétariat, comprend :

- le service de la formation professionnelle ;
- le service d'aide à l'insertion professionnelle et suivi ;
- le service médico-psycho-social ;
- le service administratif et financier.

Section 1 : Du secrétariat

Article 9 : Le secrétariat est dirigé et animé par un secrétaire.

Il est chargé, notamment, de :



- recevoir et expédier le courrier ;
- analyser sommairement les correspondances et autres documents ;
- saisir et reprographier les correspondances et autres documents administratifs ;
- exécuter, d'une manière générale, toute autre tâche qui peut lui être confiée.

Section 2 : Du service de la formation professionnelle

Article 10 : Le service de la formation professionnelle est dirigé et animé par un chef de service qui a rang de chef de bureau.

Il est chargé, notamment, de :

- élaborer, suivre et évaluer les programmes de formation ;
- proposer et suivre la mise en œuvre des principes, mesures et méthodes de formation professionnelle adaptée ;
- superviser le travail des encadreurs techniques ;
- veiller à l'exécution des programmes de formation ;
- identifier les besoins en formation et les secteurs pourvoyeurs d'emplois ;
- évaluer les besoins en équipements ;
- veiller au fonctionnement et à l'entretien des équipements ;
- veiller à la sécurité et à l'hygiène dans les ateliers.

Article 11 : Le service de la formation professionnelle comprend :

- le bureau formation professionnelle ;
- le bureau entretien et maintenance des équipements techniques.

Article 12 : Le bureau formation professionnelle comprend les sections techniques suivantes :

- soudure ;
- couture ;
- maroquinerie ;
- menuiserie ;
- électronique ;
- maçonnerie ;
- agriculture et élevage.

D'autres sections peuvent être créées, en tant que de besoin.

Section 3 : Du service d'aide à l'insertion professionnelle et suivi

Article 13 : Le service d'aide à l'insertion professionnelle et suivi est dirigé et animé par un chef de service qui a rang de chef de bureau.

Il est chargé, notamment, de :

- organiser la prospection du marché de l'emploi et les possibilités d'auto-emploi en collaboration avec les apprenants, leurs familles et d'autres partenaires ;
- mettre en place les mécanismes d'aide appropriés à l'insertion socio professionnelle ;
- suivre et évaluer le processus d'accompagnement et les parcours individualisés.

Article 14 : Le service d'aide à l'insertion professionnelle et suivi comprend :

- le bureau aide à l'insertion socio-professionnelle ;
- le bureau suivi et évaluation après formation.

Section 4 : Du service médico-psycho-social

Article 15 : Le service médico-psycho-social est dirigé et animé par un chef de service qui a rang de chef de bureau.

Il est chargé, notamment, de :

- organiser l'accueil des apprenants et/ou de leurs parents en vue de leur orientation ;
- assurer les consultations spécifiques ;
- organiser des entretiens, évaluations et bilans de compétences ;
- assurer la gestion des apprenants ;
- organiser les activités d'information, éducation et communication ;
- développer les activités socio-éducatives et culturelles.

Article 16 : Le service médico-psycho-social comprend :

- le bureau des soins médicaux ;
- le bureau de prise en charge psychologie ;
- le bureau social.

Section 5 : Du service administratif et financier

Article 17 : Le service administratif et financier est dirigé et animé par un chef de service qui a rang de chef de bureau.

Il est chargé, notamment, de :

- préparer et exécuter le budget ;
- rédiger les correspondances et autres documents administratifs ;
- gérer les archives et la documentation ;
- gérer le personnel ;

- assurer l'approvisionnement et la maintenance des équipements ;
- assurer la gestion du matériel ;
- réaliser toutes autres tâches de son domaine de compétence qui peuvent lui être confiées par le directeur du centre.

Article 18 : Le service administratif et financier comprend :

- le bureau de l'administration et du personnel ;
- le bureau des finances et du matériel ;
- le bureau de l'intendance.

Chapitre 3 : De la commission d'admission

Article 19 : La commission d'admission est un organe qui décide sur les inscriptions et les réinscriptions des apprenants au centre. Elle se prononce aussi sur les cas des apprenants qui arrivent en fin de formation, pour faire leur transfert, en cas de nécessité, vers d'autres centres de prise en charge.

Elle est compétente pour renvoyer du centre, tout apprenant qui fait montre d'une indiscipline caractérisée.

Article 20 : La commission d'admission est présidée par le directeur du centre national de réadaptation professionnelle des personnes handicapées. Elle est composée de tous les chefs de service constituant l'équipe de maîtrise.

Le mode de fonctionnement de la commission d'admission est défini dans le règlement intérieur du centre.

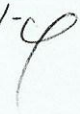
TITRE IV : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 21 : Le directeur et les chefs de service du centre sont nommés conformément à la réglementation en vigueur.

Ils perçoivent les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Article 22 : Les ressources matérielles et financières du centre national de réadaptation professionnelle des personnes handicapées proviennent des :

- allocations budgétaires de l'Etat ;
- contributions des bailleurs de fonds nationaux et internationaux ;
- dons et legs.

Article 23 : Le présent arrêté, qui abroge toutes les dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo. /- 

Fait à Brazzaville, le 12 septembre 2019



Antoinette DINGA DZONDO.-